



## 50<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme

### Point 3 – Dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale sur le droit à la santé

#### Intervention du Luxembourg

Genève, le 20 juin 2022

Le Luxembourg soutient pleinement la déclaration de l'Union européenne.

Nous remercions la Rapporteuse spéciale pour son rapport et nous saluons l'approche fondée sur l'égalité réelle adoptée dans ce dernier afin d'analyser la violence et ses incidences sur le droit à la santé.

La violence a des effets multiples sur la santé. Elle a de lourdes conséquences physiques et psychiques, y inclus dans le long terme. Il est alors essentiel pour les victimes de ces violences d'obtenir des soins adaptés et de qualité. Or cela s'avère difficile lorsque la violence s'insinue dans les systèmes de santé eux-mêmes. Le fait que les agents de santé partout dans le monde sont rarement formés pour répondre aux besoins de personnes LGBTIQ+ confirme malheureusement ce point.

Le Luxembourg soutient pleinement les recommandations de la Rapporteuse spéciale selon lesquelles il faut comprendre et s'attaquer aux causes profondes les plus répandues de la violence, lesquelles sont ancrées dans le patriarcat, les systèmes d'oppression, le racisme systémique, les inégalités et la vision binaire du genre.

Madame Mofokeng,

Dans votre rapport, vous affirmez que pour réaliser le droit à la santé, nous devrions continuer de donner priorité aux stratégies de prévention de la violence ainsi qu'abolir et dénoncer les lois et les pratiques favorisant la violence. Or, dans le cas de la violence domestique, des lois criminalisant cette pratique existent dans plus de 155 pays mais ne sont souvent pas appliquées. Comment pouvons-nous contribuer à assurer une meilleure application des lois existantes ?

Je vous remercie.